

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
 France: Un An: 35 fr. 6 Mois: 18 fr. 3 Mois: 10 fr.
 Étranger: Un An: 70 fr. 6 Mois: 36 fr. 3 Mois: 20 fr.
 On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.
 Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport » (NAPOLÉON)
 Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Adresser toute la correspondance
 à L'ADMINISTRATEUR D'Excelsior
 88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
 Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
 Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

AUX DARDANELLES. — UN GÉNÉRAL ANGLAIS EN OBSERVATION



Plusieurs grands chefs alliés, lord Kitchener entre autres, viennent de se rendre aux Dardanelles pour examiner la situation que crée aux armées expéditionnaires l'expansion prise par les événements dans les Balkans. C'est ici l'un de ces officiers supérieurs, le major général britannique Douglas, que l'on voit, abrité dans un épais feuillage, examinant les positions ennemies.

Résistance

Il est une habitude qui se retrouve à toutes les époques dans notre pays, et je crois même dans toutes les autres contrées : c'est de méconnaître les générations qui vous succèdent, de les mépriser ou de les condamner.

Déjà, sous Henri IV, les vieillards tombaient dans le travers de croire que le monde avait déchu depuis le temps de leur jeunesse. Le vicomte de Turenne, au déclin de la vie, jugeait avec sévérité, comme l'ont fait tant de grands-parents, les générations qui ont suivi la sienne. Revenant sur l'époque qui lui semble unique, puisqu'elle fut sans retour, comme sa jeunesse, il dit : « Depuis on n'a eu que l'effronterie, les médisances pour ornement, qui fait que la vertu est mésestimée et la modestie blâmée, et rend la jeunesse moins capable de parvenir qu'elle ne l'a été de longtemps. »

A-t-on assez dénigré en France la jeunesse et ses passe-temps ! Il a fallu l'épreuve de la guerre pour que l'on se rende compte des trésors d'énergie, de sincérité et de foi patriotique que recélaient les enfants de notre race.

Certes, à aucun moment de notre histoire, le peuple n'a donné un pareil exemple. La « poignée de braves » est chose fort commune dans notre histoire ; mais, aujourd'hui, il ne s'agit plus de quelques-uns, il s'agit de l'union de tous. Il nous faut, pour la première fois, admirer l'effort d'un pays entier tendu vers un même but. Jamais pareille unanimité, pareille continuité dans cet effort n'ont pu être entrevues. Jamais moins d'agitation : la patience, comme un pacte formidable, unit tous les Français.

La douleur est pourtant grande dans les villes et dans les campagnes, et, malgré le stoïcisme, on éprouve une angoisse à interroger les visages de celles qui passent. Que de faces rongées par les larmes, que de regards anxieux ! Les pensées inquiètes font à toutes les mères, à toutes les sœurs, le même masque de tristesse résignée. La souffrance de certains visages évoque la face des vierges primitives, où le désespoir s'inscrit si simplement en quelques rides, se peint dans l'expression des yeux. Et, pourtant, les femmes ne se contentent pas aujourd'hui de vivre emmurées avec leurs douloureuses pensées. Toutes ont senti un besoin d'action qui se révèle par d'indéniables effets bienfaisants. C'est peut-être dans ce besoin d'agir, dans ce désir de participer à la vie de notre pays, de ne pas laisser dépérir l'œuvre des hommes absents qu'il faut chercher le secret de cette résistance qui étonne le monde.

Les femmes savent, comme les hommes, que l'Allemagne a beaucoup compté sur la nervosité française. Elle a espéré voir se dresser les partis les uns contre les autres. Elle a multiplié les douleurs, espérant qu'elles seraient les plus fortes, qu'elles amèneraient les femmes à demander grâce, à protester contre un excès d'horreur. Sans doute, l'épreuve est rude ; mais, pour l'Allemagne, il n'y a plus d'espoir. Pas un Français ne voudra faciliter, par un acte, par un geste, par un mot, la tâche de nos ennemis. Pas une Française ne voudra être inférieure à ceux qui tiennent au front, les pieds dans la boue, le corps brisé de fatigue sous les obus, dans les pires misères.

De même que l'épargne française, dont on a tant souri, prodigue et son or et ses inépuisables ressources, de même la femme donnera son travail, le concours de sa force et même cette résignation qui apparaîtra peut-être un jour comme le plus pur héroïsme. Le chiffre de l'emprunt sera connu en Allemagne et chez les neutres ; mais il y a des dons qui ne se chiffrent pas, qui augmentent chaque jour, qui se renouvellent comme par miracle. Ce don-là, les Allemands ne sauront jamais avec quelle ferveur chaque femme de notre pays l'apporte. C'est le don suprême pour la cause de notre race, celui qui nous aura vraiment valu la victoire.

Valentine Thomson.

L'ouverture du Reichstag

GENÈVE. — Demain aura lieu l'ouverture du Reichstag. On ne possède ici aucun détail sur le programme que ses membres se proposent d'adopter, les journaux allemands étant arrêtés depuis ce matin à la frontière. On suppose que cette mesure durera encore deux ou trois jours et que cet arrêt dans les communications par chemins de fer est destiné à dissimuler des mouvements de troupes.

Le cardinal de Cabrières à Rome

MONTPELLIER. — Le cardinal de Cabrières est parti pour Rome où il prendra part au consistoire. (Havas.)

En attendant... SÉVERINE ORATEUR

Si jamais vous apprenez que Séverine doit parler quelque part, allez l'entendre : c'est un conseil que je vous donne, et vous ne me le reprocherez pas. Séverine, mon confrère, ou ma consœur Séverine — comment dit-on ? — est un très grand orateur.

Dimanche dernier, sur l'invitation de la Ligue des Droits de l'Homme, on a commémoré, au Trocadéro, la glorieuse mort de miss Cavell, tombée victime, à Bruxelles, de la barbarie allemande, des prétendues « lois de la guerre » que cette barbarie a voulu élever contre les lois éternelles de l'humanité. Ce fut une très émouvante et très noble cérémonie, une sorte de résurrection des grands rites civils et patriotiques que notre première Révolution avait cherché à instituer. L'énorme vaisseau était plein jusqu'aux combles, il contenait un peuple : et l'on y a senti passer ce jour-là le frisson d'une émotion profonde.

Il était naturel que Séverine, femme, vint parler d'une femme, d'une des femmes qui ont le plus illustré leur sexe. Le geste était nécessaire. Mais il y avait la manière de l'accomplir : celle-ci a dépassé tout ce qu'on pouvait attendre ; et il faut qu'il soit bien entendu maintenant que Séverine est une extraordinaire virtuose de la parole.

Je ne crois pas qu'on puisse porter plus loin la science de la diction, le tact, une espèce de dignité classique, ni le sentiment du nombre dans la phrase oratoire, ni la perfection discrète des attitudes, avec une voix qui portait, qui allait partout. Ce sont de ces occasions où l'on n'a guère qu'à exprimer des idées générales et généreuses, primitives, fondamentales, qui s'adressent au cœur d'une foule. Et elle a été poignante, avec des moyens extrêmement simples. Je regardais mes voisins, qui n'étaient point des femmes : des hommes dont une vie déjà longue devait avoir endurci la fibre ; et je les ai tous vus faire le petit geste attendrissant et timide d'écarter le nez, de baisser la tête, de se pencher vers la paupière.

Il y a eu d'autres discours, et fort bons ; mais celui-là est allé où il devait aller... Séverine, orateur, est une force dont il faudrait savoir se servir, aux terribles jours que nous vivons !

Pierre Mille.

M. Denys Cochin est arrivé à Rome

ROME. — M. Denys Cochin est arrivé ici à dix heures et demie.

Aujourd'hui :

Important débat à la Chambre, la classe 1917, par ANDRÉ DORIAC ; Des Actes I par LOUIS BACQUÉ, page 3.

La Vie Féminine : Les Eclairées, par MARIE GALTIER ; Professions féminines, par HÉLÈNE SONIAL, page 9.

L'HUMOUR ET LA GUERRE



— La charité, ma bonne dame !
— Vous avez faim ?
— Non. Mais je voudrais aussi souscrire à l'Emprunt...
(Agnès.)

Echos

HEURES INOUBLIABLES

1^{er} DÉCEMBRE 1914. — A Saint-Eloi (sud d'Ypres), une attaque ennemie est repoussée. Des batteries d'artillerie lourde allemandes y sont détruites, ainsi qu'à Craonne-Vendresse. Vain effort des Allemands contre Fontaine-Madame et le bois de la Grurie. Les Français, en Alsace, occupent Anspach-le-Haut et Anspach-le-Bas. Les Russes dessinent un mouvement enveloppant dans la région des lacs de Mazurie. Combats acharnés en Pologne, autour de Lodz, et vers Steredaz et Laska. Les Russes entrent à Vitebsk (Galicie), et, en Arménie, prennent Sarais, Bashkat et des dépôts de munitions. Les Autrichiens effectuent un mouvement de retraite en Bosnie, vers Vichgrad. A Berlin, rentrée du Reichstag : vote de 6 milliards 250 millions de crédits militaires : une seule voix d'opposition, celle de Liebknecht, député socialiste. Dans le Nord, rencontre du roi d'Angleterre, du roi des Belges et du président de la République.

L'ange de Reims.

L'affaire de l'ange volé à Reims et vendu en Amérique s'éclaire curieusement. L'administration des Beaux-Arts vient, après enquête, d'aboutir à la découverte, dans les caves de l'archevêché de Reims, de la tête de l'ange figurant dans le cortège de saint Nicolas. Cette tête, atteinte aux premiers jours du bombardement, s'est brisée en tombant ; mais ses débris — quatre morceaux — ont pu être réunis et la figure sera reconstituée. L'objet vendu en Amérique est donc un fragment distinct. Proviendrait-il de Reims, lui aussi ? Selon une version qui court, on assure que cette œuvre sculptée est l'une de celles qui, lors du sacre de Charles X, furent détachées de la basilique pour des raisons... curieuses et que l'on ne précise pas.

On serait curieux de connaître, pourtant, cet « en marge » de l'histoire.

Une œuvre digne d'intérêt.

Le journal du front *Le Ver luisant*, comme beaucoup de ses confrères des tranchées, dont nous reparlerons à ce propos, ne veut pas être seulement un centre de gaieté. Il se propose de secourir les familles des camarades tombés dans la bataille. Aussi bien insérons-nous très volontiers la lettre que nous adresse le soldat Jean Poincignon, son rédacteur en chef, 68^e section de projecteurs, 6^e génie, secteur 183.

Cher monsieur,
C'est avec un grand plaisir, comme toujours, que je vous adresse le numéro 3 de notre gazette. Vous constaterez que nous « progressons » en tant que tirage. Les Boches sont relativement calmes en ce moment et nous permettent de « figurer » notre travail. Notre rotatif portatif nous a fait le chiffre fantastique de 200 exemplaires. Vos lecteurs qui désirent s'abonner à notre camarade pourront donc être contents et ils nous rendront service, car les fonds du grand mensuel tranchéen *Ver luisant* commencent à être en baisse tout comme l'effectif des Austrogoths. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remonter, par la voie d'*Excelsior*, notre grand frère, toutes les personnes qui veulent bien nous envoyer des bibelots pour notre tombola de Noël. Merci mille fois encore, etc.

J. POINCIGNON.

Voilà la commission faite.

La mémoire du chef.

Le général de Castelnau peut se flatter d'avoir produit, l'autre matin, un effet sensationnel en passant une revue de poilus. Il en aise un, le questionne en grand frère, comme il en a l'habitude avec ses soldats, et puis, voilà qu'il lui rappelle son nom, son petit nom, le régiment où il a servi en 1885 — il s'agissait d'un territorial. Enfin, il lui demande des nouvelles de sa famille. Le poilu n'en revenait pas d'entendre son général se souvenir ainsi de lui, après tant d'années.

Aussi il tremblait un peu quand le chef, pour clôture, lui donna une poignée de main.

Pour nos lectrices.

La maison Agnès, 7, rue Aubert met en vente ses soldes d'hiver le 1^{er}, le 2, le 3 et le 4 décembre.

Le sermon du poilu.

C'est dans l'un de ces villages, à l'arrière du front, où nos soldats se reposent entre deux « coups de tranchées ». L'un d'eux, cantonné chez une bonne vieille paysanne, l'entendit, l'autre dimanche, se lamenter de ne pouvoir, par la faute de ses rhumatismes, aller à l'église et entendre le sermon de M. le curé.

— Qu'à cela ne tienne, la mère, lui dit-il, j'irai pour vous et je vous le réciterai en revenant.

— Faut-il que vous en ayez une mémoire ! s'exclama la campagnarde.

Après la messe, le soldat, qui est sténographe dans le civil, revient à la ferme et, suivant ses notes, redit mot pour mot le sermon qu'il vient d'entendre.

L'hôtesse, les mains jointes, est émerveillée. Quand c'est fini, elle regarde le cahier où sont inscrites de si belles paroles et, tout à coup, fait la grimace. Elle ne comprend rien du tout à ces signes.

— C'est tout de même pas bien de se moquer de moi ! dit-elle enfin en colère. Vous n'avez écrit que des gribouillages. Valait mieux me dire que vous êtes un curé aussi et que vous m'avez fait un sermon pour moi toute seule !

« Se non e vera... »

Faut-il le croire ? Si c'est authentique, c'est presque colossal. On aurait interdit à D... grande ville de Bourgogne, la représentation de *Britannicus*, sous le prétexte que « cette pièce est remplie d'allusions politiques ».

Après celle-là, Anastasie, il faut baisser le rideau.

LE VAILLEUR.

IMPORTANT DÉBAT A LA CHAMBRE

LA CLASSE 1917 SERA INCORPORÉE le 5 janvier prochain

A la suite d'un long débat qui, de trois heures de l'après-midi a duré jusqu'à huit heures et demie du soir, la Chambre a voté hier, à mains levées, l'article unique du projet de loi autorisant le ministre de la Guerre à appeler sous les drapeaux la classe 1917.

M. Turmel a tout d'abord développé une motion préjudicielle tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de faire une enquête sur l'utilisation des hommes actuellement sous les drapeaux.

Tout en déclarant que cette motion n'avait pas pour objet de combattre « en principe » le projet soumis à la Chambre, il a posé et commenté cette question : « N'y a-t-il pas sous les drapeaux un grand nombre d'hommes qui pourraient être envoyés sur le front pour renforcer notre armée combattante ? » C'est dans le but de renseigner la Chambre à cet égard qu'il a demandé la nomination d'une commission parlementaire de 44 membres, par laquelle l'assemblée serait fixée sur les ressources en hommes utilisables dont la France peut disposer et sur l'opportunité de l'incorporation de la classe 1917.

Peut-on nier, a-t-il ajouté, qu'il y ait encore des embusqués ?

Il suffit de jeter les yeux autour de soi pour se rendre compte qu'on en trouve partout. Au ministère de la Guerre, il y a 3.500 soldats qui pourraient peut-être faire ailleurs une besogne plus utile. Dans les sections de Paris, il y a 45.000 hommes dont une partie seulement sont des auxiliaires. D'autre part, dans les formations sanitaires (hôpitaux, dépôts de convalescents) se trouvent 50.000 hommes qui seraient susceptibles de rendre le meilleur des services armés : ils restent là par protection ou par oubli.

On en trouve autant qui sont indolents dans les usines, où ils occupent la place de véritables ouvriers et abîment le matériel.

Enfin, un peu partout dans les dépôts, il y a des hommes qui devraient être au front depuis longtemps et qui sont maintenus par favoritisme là où ils sont. Au total, l'armée des embusqués compte en hommes solides plus de 300.000 hommes.

Ce sont ces 300.000 hommes que M. Turmel aurait voulu rendre aux tranchées avant d'appeler la classe 1917. Mais M. Briand, président du Conseil, a formellement repoussé sa motion préjudicielle, dont il n'a pas eu de peine à démontrer les inconvénients et l'inefficacité.

Si par erreur, négligence ou abus il y a encore, au quinzième mois de la guerre, des hommes qui ne soient pas à la place qu'ils devraient occuper, c'est au gouvernement, et à lui seul, a déclaré M. Briand, qu'il appartient de les rappeler à leur devoir, et ce serait de la part de la Chambre un acte de défiance de lui substituer pour cette tâche une commission parlementaire.

Des mesures, a-t-il poursuivi, ont déjà été prises : des officiers parcourent les dépôts, et demain ils feront des propositions pour que tous les hommes soient employés selon les hauts intérêts de la défense nationale.

Cette assurance une fois donnée, vous devez l'accueillir avec confiance et rejeter la proposition de M. Turmel. Ou bien, si vous l'accueillez avec doute ou si vous songez à confier cette tâche à d'autres mains, c'est alors pour le gouvernement une nécessité de ne pas accepter un tel vote.

Contrôle, dites-vous, c'est entendu ; mais le contrôle qui devance l'acte du gouvernement, ce n'est pas un acte de contrôle, mais un acte de défiance. Et, dans les circonstances présentes, il n'est pas un gouvernement digne de ce nom qui pourrait accepter une telle substitution.

« Posée par le gouvernement, dit M. Briand, la question de l'appel de la classe est, au premier chef, une question de confiance. »

Et, après avoir exposé que la procédure proposée par M. Turmel risquerait d'être longue et de n'avoir aucune efficacité, le président du Conseil a conclu en ces termes :

Nous n'avons pas le souci des effectifs : nous sommes sûrs de nos ressources qui nous permettront d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire. (Vifs applaudissements sur tous les bancs.)

Mais l'appel de la classe 1917 est une mesure de prudence qui s'inspire des considérations de prévoyance que réclame la défense nationale. (Applaudissements.)

Ce dont vous avez à vous préoccuper, c'est des conditions dans lesquelles cette classe sera appelée et de l'usage qui doit en être fait. (Très bien ! Très bien ! au centre et à gauche.)



M. BRIAND

(Phot. Eug. Pirou, r. Royale.)

Lorsque le gouvernement dit qu'elle doit être appelée, c'est, au premier chef, une question de confiance. (Applaudissements au centre et à gauche.)

Toute motion préjudicielle qui tendrait à écarter un vote que, dans sa responsabilité, le gouvernement vous demande, ne pourrait pas être acceptée par lui. Je demande à M. Turmel de s'en rapporter à la bonne foi et à l'énergie du gouvernement pour réaliser le but auquel il applique sa motion.

Au nom de la commission de l'armée, M. Driant, rapporteur du projet en discussion, s'est joint au gouvernement pour demander à la Chambre de repousser la motion de M. Turmel, à laquelle M. Vincent Auriol a alors substitué la suivante, à laquelle M. Turmel s'est rallié :

« La Chambre, toujours résolue à consentir tous les sacrifices nécessaires à la défense nationale et voulant que l'effort à accomplir soit un effort éclairé et vraiment efficace, invite le gouvernement à lui faire connaître, avant toute délibération sur le projet qui lui est soumis, les résultats de l'application de la loi du 17 août 1915 et à lui permettre ainsi de vérifier si toutes les forces utilisables du pays ont été employées avec le maximum d'efficacité pour la défense nationale. »

De nouveau, M. Briand a dû prendre la parole pour répéter à la Chambre que si le gouvernement lui demandait l'autorisation d'appeler la classe 17 c'est qu'il avait pour cela des raisons indiscutables.

Vous demandez, a-t-il dit, la preuve que la loi Dalbiez est réellement appliquée. Le gouvernement répond : oui. M. le ministre de la Guerre vous a dit qu'il avait pris les mesures nécessaires.

Si nous vous demandons de voter le projet de loi actuel, c'est parce que nous avons nos raisons pour cela.

Nous n'avons, je le répète, aucune inquiétude au sujet de nos effectifs, mais nous faisons ce qui nous est commandé par la plus élémentaire prudence. (Très bien ! Très bien !)

Nous ne voulons pas plus que vous gaspiller la jeunesse de la France ; mais nous serions criminels si nous ne la préparions pas dès maintenant. (Applaudissements.) Et quand nous vous disons : Le moment est venu de la préparer avec toutes les précautions nécessaires, vous ne pouvez rien demander de plus.

L'utilisation des hommes valides sera faite avec la plus grande énergie. On a dit qu'il y aurait des ruses pour échapper à la loi. Eh bien ! il faudra que, par des mesures nouvelles et par des sanctions sévères, elles soient déjouées. (Très bien ! Très bien !)

En attendant, ce serait commettre une faute grave, un crime contre la patrie que de ne pas préparer cette classe 17. (Très bien ! Très bien !)

C'est pourquoi le gouvernement a présenté ce projet. Il vous demandera, il vous suppliera même de le voter, dans un de ces mouvements qui honorent le Parlement et de montrer au dehors que, quand il s'agit de la défense nationale, en pleine confiance avec le gouvernement, le Parlement marche tout entier. (Vifs applaudissements.)

La motion préjudicielle déposée, au nom des socialistes, par M. Vincent Auriol, est repoussée par 405 voix contre 115.

En vain, M. Bracke et M. Alexandre Varenne ont-ils tenté de soutenir la motion d'ajournement déposée par leur collègue M. Auriol. Mise aux voix, elle a été repoussée par 405 suffrages contre 115.

Divers orateurs se sont ensuite succédé à la tribune pour combattre ou critiquer le projet soumis à la Chambre. M. Peyroux, tout en se disant convaincu par le pressant appel que M. Briand venait d'adresser à l'assemblée, a, du moins, demandé qu'on prit toutes les précautions voulues au point de vue médical et au point de vue de l'éducation physique pour que les jeunes recrues fussent incorporées dans les meilleures conditions possibles. M. Pottevin et M. Aristide Jobert se sont prononcés contre l'incorporation au mois de décembre, le premier trouvant l'époque mal choisie, le second exigeant un contrôle sévère de l'application de la loi Dalbiez. M. Charles Bernard a proposé, comme susceptible de rallier tous les suffrages, la date du mois de mars. M. Levasseur, socialiste unifié, après avoir parlé dans le même sens que M. Jobert, a appelé l'attention du ministre de la Guerre sur l'insalubrité des casernes.

Puis le rapporteur, M. le Lieutenant-colonel Driant, a brièvement exposé que cette loi était nécessaire « pour donner au général en chef toutes les forces dont il pourrait avoir besoin ».

Au fond, a-t-il déclaré, il s'agit simplement d'exiger que l'incorporation de cette jeune classe ait lieu à l'heure opportune et soit faite dans les conditions d'hygiène et de confort désirables. Pour qu'elle soit mobilisable en mai, il faut commencer à l'instruire dès maintenant. Nous voulons tous ici qu'elle soit appelée dans des conditions de bien-être qui n'ajoutent pas aux morts causées sur le front par le feu de l'ennemi d'autres morts dues à la maladie. J'affirme que toutes ces conditions sont remplies.

(Suite page 8.)

DES ACTES ! DES ACTES !

La rentrée du Parlement italien déclenchera-t-elle les énergies de l'Entente ?

NOUS L'ESPÉRONS. IL LE FAUT

Les journaux sont pleins de dithyrambes admiratifs sur l'épopée serbe, sur l'effort héroïque de la Serbie. Rien n'est plus juste assurément que ce concert d'éloges, rien n'est plus triste aussi, car la vaillance serbe se déploie en face de l'insistance, des hésitations, des naïvetés des puissances de la Quadruple-Entente. A ce sacrifice total d'un magnifique petit peuple répondent les palabres de quatre grandes nations. La France et l'Angleterre discutent poliment avec la Grèce, pendant que les Austro-Allemands, maîtres déjà de presque tout le royaume serbe, ont envahi le Monténégro. L'Italie s'interroge pour savoir si décidément elle dirigera ses efforts sur l'Albanie plutôt que sur Salonique ; la Russie continue ses concentrations sur le Bas-Danube. L'Entente se prépare, pendant que les Serbes se font tuer ; peut-être sera-t-elle prête lorsqu'ils seront tous morts. Alors il sera trop tard pour eux — et aussi pour elle.



M. SALANDRA

La critique la plus cruelle de cette inorganisation nous arrive aujourd'hui d'Athènes : les atermoiements du roi Constantin, dit un télégramme, se fondent sur les bruits d'abandon de Salonique qui ont couru en France et en Angleterre. Les champions de cette défaillance seront satisfaits : ils compliquent dans le Levant l'œuvre de nos diplomates et de nos soldats ; assurément, ils pourront aligner des chiffres, démontrer — ce dont personne ne doute — les difficultés d'une situation militaire qui a été mal engagée et qui n'est pas redressée encore. Ils ne persuaderont pas quiconque a tant soit peu le sens des réalités de l'Orient qu'il serait beaucoup moins désastreux pour l'Entente de retirer ses troupes que de les voir, après des combats acharnés, obligées à se réembarquer.

Les raisons de ceux qui hésitent

Mais nous n'en sommes pas là si tous les Alliés, enfin, veulent agir ensemble. Aujourd'hui même le Parlement italien inaugure sa session d'hiver. Nous espérons de l'homme de claire intelligence qu'est M. Salandra des assurances qui éclairciront quelque peu ces ténèbres. Car en ce moment, ainsi que le disait de ses camarades en retraite un blessé serbe réfugié dans nos lignes, il semble que nous agissions tous à tâtons, comme des aveugles dans le brouillard. Deux articles ont paru ces jours derniers dans la *Stampa*, journal giolittien, qui a lutté naguère pour le maintien de la neutralité italienne et qui maintenant fait campagne pour réduire au minimum l'intervention militaire de l'Italie ; ils nous éclairent sur les obstacles auxquels se heurte M. Salandra, mais qui, nous en sommes certains, n'arrêteront pas le mouvement qu'il a si courageusement déclenché.

La *Stampa* déconseille, plus ou moins formellement, toute action italienne de quelque envergure hors du front adriatique ; elle insiste sur les complications, pour la France et pour l'Angleterre, d'un débarquement en Syrie, destiné éventuellement à arrêter une marche des Germano-Turcs par l'Asie Mineure vers le canal de Suez. Une campagne analogue — et dont la presse ne laisse entendre que des échos affaiblis — se poursuit en Italie même, dans les milieux parlementaires, financiers et mondains : on exalte la vaillance des soldats du général Cadorna, mais on insinue qu'ils ont, sur les Alpes, une tâche très suffisante pour leur nombre. On revient à cette triste politique des « mêmes résultats par le moindre effort », qui énerve les tempéraments et, qu'elle le veuille ou non, prépare cette paix que souhaitent les Allemands : pas d'intransigeance territoriale, mais des conditions économiques léonines sous des teintes de modération !

Le devoir présent de l'Italie

Nous souhaitons très vivement que les premiers discours prononcés devant le Parlement italien déchirent profondément cette trame que nous sentons s'épaissir, comme un nuage asphyxiant, autour des énergies de l'Entente. L'Italie ne peut plus ignorer que l'Allemagne, avec laquelle elle n'est pas encore en guerre, est le moteur unique de la formidable machine dont les Serbes sont les victimes d'aujourd'hui ; elle sait la nationalité

vraie des prisonniers faits par ses bersagliers en Tyrol, celle des sous-marins qui ont torpillé l'*Ancona* et le *Firenze*. Elle voit la lèpre de l'invasion germanique gagner, par le Monténégro, tout le littoral oriental de la mer Adriatique. Comment hésiterait-elle plus longtemps à s'affranchir des intrigues qui la paralysent sur son propre territoire, à sauver du même coup, par une intervention massive dans les Balkans, les intérêts solidaires des Latins et des Slaves ?

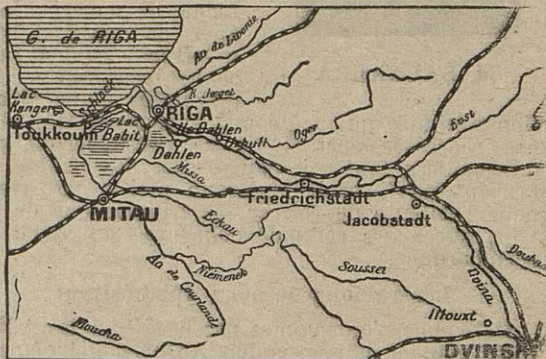
Le plus difficile, disent les moralistes, n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître. Si les puissances de l'Entente, après tant de méditations, ne le connaissent pas encore, c'est à désespérer qu'elles l'apprennent jamais.

Louis Bacqué.

LA SITUATION MILITAIRE

LA VALEUR des troupes allemandes est en baisse

Les Allemands viennent de subir sur le front russe une série d'échecs locaux dont l'accumulation ne laisse pas de prendre une certaine importance. A l'ouest de Riga, les Russes continuent à exploiter l'avantage que leur confère la maîtrise de la mer ; leurs colonnes, qui, vers le milieu de novembre, avaient dépassé Schlock, ont continué leur progression le long de la côte ; elles ont atteint le lac Kanger, qu'elles ont contourné par le sud ; puis elles ont attaqué les positions allemandes sur la rive occidentale du lac : l'ennemi en a été délogé et s'est replié dans la direction de Tuksum, qui est sérieusement menacé ; les avant-postes russes n'en sont plus qu'à une dizaine de kilomètres. Mitau se trouve dans une situation à peu près aussi difficile, les Russes étant solidement établis à Olai. Contraints à la défensive à l'ouest et au sud-ouest, les Allemands n'ont eu d'autre ressource qu'une diversion au



sud : ils ont essayé de forcer le passage de la Drina, au point où le fleuve se sépare en deux bras qui comprennent entre eux l'île Dahlen ; mais la ferme de Borsemund, qu'ils ont d'abord enlevée en cet endroit, leur a été reprise par une contre-attaque immédiate. En même temps, les Russes reprenaient l'offensive dans la région de Dvinsk : le 25 novembre, ils emportaient la ferme de Janopol, située sur la Dvina, à une dizaine de kilomètres au nord d'Illuxt. De là, ils se sont rabattus sur les positions allemandes à Illuxt, qui déjà formaient une pointe, et, cette fois, se trouvaient menacées d'enveloppement. Ils atteignaient avant-hier Kasianivichki, à quatre kilomètres d'Illuxt, puis Illuxt lui-même, dont ils ont occupé la partie comprise à l'est de la route de Dvinsk. Dans la région du Pripet, qui est à peu près la seule, en cette guerre, où la cavalerie persiste à évoluer, un détachement de cosaques a enlevé l'état-major d'une division ennemie, au confluent du Pripet et de la Veseloukha ; à l'ouest de Tchartorisk, le refoulement de l'ennemi continue. Ainsi se trouvent confirmés à la fois l'influence de l'hiver sur les opérations russes et l'affaiblissement progressif de la valeur des troupes allemandes. De cet affaiblissement, nous avons d'autres preuves, qui sont l'usage presque exclusif de l'artillerie dans la campagne de Serbie et les tentatives faites sur notre front à l'aide de gaz asphyxiants que ne suivait aucune attaque d'infanterie. Il est manifeste que l'ennemi cherche à suppléer de plus en plus, par des moyens matériels, à l'insuffisance des hommes. A égalité de moyens matériels, nous aurons donc l'avantage de la qualité morale, dont les effets ne manqueront pas de se faire sentir.

Jean Villars.

Les présidents des Chambres roumaines

BUCAREST. — M. Michel Pherekyde a été réélu président de la Chambre des députés et M. Basile Missir président du Sénat.

LA GRÈCE DONNERA-T-ELLE satisfaction à la Quadruple-Entente ?

ATHÈNES. — Dans les milieux officiels, on a la sensation que la situation ne peut rester ce qu'elle est. De l'avis de personnages en qui on peut avoir confiance, on va s'efforcer de rendre un peu plus claire et d'apporter plus de précision à la réponse remise hier aux représentants des puissances alliées.

On ne doute pas ici que la nouvelle parvenue de Paris que des bruits d'abandon de Salonique par les Français et les Anglais circulaient en France ne soit pour quelque chose dans la résistance apportée par le roi Constantin. Trop heureux de cette prétendue disposition, le roi ne se montre pas pressé de donner satisfaction aux nations alliées.

Et l'on continue à converser

ATHÈNES. — Certains points étant demeurés obscurs dans la dernière réponse grecque, les conversations continuent entre les Alliés et le gouvernement hellénique.

On dit que les Alliés ne trouvent pas, dans la réponse du gouvernement d'Athènes, toutes les satisfactions pratiques suffisantes ; les conversations actuelles ont précisément pour but d'éclaircir les points encore obscurs afin d'arriver à la satisfaction complète des Alliés.

Les explications sont demandées à la Grèce sur un ton très amical, et, dans les milieux habituellement bien informés, on estime que le gouvernement grec ne peut pas faire de difficultés bien sérieuses, étant données les assurances de principe qu'il a d'abord données aux puissances alliées par sa première réponse. Mais, visiblement, le gouvernement grec est gêné vis-à-vis des Alliés par son vif désir de maintenir sa neutralité.

UN AÉROPLANE BRITANNIQUE détruit un sous-marin allemand

LONDRES. — Communiqué du maréchal French :

Dans la nuit du 25 novembre, un de nos détachements a pénétré de vive force dans les tranchées allemandes, près du bois de Gommecourt ; il a jeté des grenades dans plusieurs réduits remplis d'Allemands, puis a regagné nos lignes.

Pendant la même nuit, nous avons fait exploser une mine sur le front de Givenchy, détruisant deux grandes galeries allemandes et causant de nombreuses pertes à un détachement d'ennemis armés de grenades.

Nous avons canonné, ces jours derniers, différentes parties des tranchées allemandes.

L'artillerie allemande a été active à l'est d'Avelluy, au nord-est de Loos, à l'est de Neuve-Chapelle, à l'est d'Armentières et à l'est d'Ypres.

Les aviateurs allemands ont montré de l'activité le 28 novembre. Il y eut quinze rencontres aériennes au cours desquelles nous avons abattu un avion allemand près de Sequeudin ; un de nos pilotes a lutté contre cinq avions allemands durant une seule envolée.

Nous avons attaqué efficacement avec des bombes l'aérodrome allemand de Gits et une fabrique de munitions à Lachapelette. Quatorze appareils ont attaqué l'aérodrome, et dix-neuf la fabrique de munitions, occasionnant des dégâts considérables dans les deux endroits. Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Les aviateurs allemands ont montré de l'activité dans la région du littoral, où ils ont jeté des bombes le 28 novembre. Un hydravion britannique a abattu un hydravion allemand. L'après-midi, un avion britannique a détruit, au large de Middelkerke, un sous-marin allemand qui s'ouvrit en deux.

Trois Crétois auraient fait sauter un sous-marin allemand

SALONIQUE. — Suivant des informations venues de l'île de Crète, trois Crétois auraient réussi à faire sauter, dans une baie de leur île, un sous-marin allemand ; ils se seraient servis de dynamite.

Toutefois la nouvelle n'est pas encore officiellement confirmée. (Echo de Paris.)

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du Mardi 30 Novembre (485^e jour de la guerre)

QUINZE HEURES. — Rien à signaler depuis le communiqué d'hier soir.

VINGT-TROIS HEURES. — Journée de pluie et de brouillard ; dégel en Champagne.

LES RUSSES REPRENENT Illoukst et capturent un état-major

PÉTROGRAD (Communiqué du grand état-major du généralissime) :

FRONT OCCIDENTAL

Sur le front de la région de Riga, le feu de l'artillerie a augmenté par endroits.

Sur le front entre les régions de Riga et de Dvinsk, aucun changement.

Au nord-ouest de Dvinsk, dans la région d'Illoukst et du village de Kazimirichki, les Allemands, dans la nuit du 28 novembre, ont ouvert un violent feu d'artillerie contre nos tranchées et sont passés à l'offensive.

Soumis au feu concentré de notre artillerie et de la fusillade, les Allemands se sont repliés sur leurs tranchées, tombant alors sous le feu de leurs propres batteries.

Profitant de cette situation, nos troupes ont lancé à leur tour une contre-attaque à la suite de laquelle l'ennemi a été délogé de la ferme de Kazimirichki et du bosquet à l'ouest de la ferme.

Une partie de nos troupes a, dans le même temps, pénétré dans Illoukst et en a occupé le faubourg oriental.

Développant notre succès, nous avons occupé les deux cimetières du village et une partie des tranchées allemandes situées plus au sud.

Le combat continue avec un développement violent du feu de l'artillerie de part et d'autre.

Sur le reste du front, de la région de Dvinsk jusqu'à celle du Pripet, rien à signaler.

Au sud-ouest de Pinsk, nos partisans ont effectué une brillante incursion à travers les lignes allemandes.

Dans la nuit du 28, atteignant sans être remarqués le quartier général de la 82^e division allemande situé dans une maison seigneuriale, près de Nevel, ils ont attaqué à l'improviste la garde de l'état-major.

A coups de grenades à mains et de baïonnette la garde fut anéantie ; deux généraux, dont le commandant en chef de la division, un médecin et trois officiers ont été faits prisonniers.

Sous la poussée des renforts accourus au secours des Allemands, du côté de Gorymitchi, nos partisans se retirèrent. Les prisonniers ont été éloignés du combat.

Nos pertes ont été de neuf hommes blessés et deux tués, dont trois officiers blessés et un tué.

Officiers et soldats ont rivalisé de vaillance et de sentiment du devoir.

Dans la région sur la rive gauche du Styr, l'ennemi a été contraint, près du village de Kozlimitchi et près de Tchartorisk, de se replier vers l'ouest.

La fin d'un dirigeable allemand aux environs d'Héligoland

LA HAYE. — Il paraîtrait qu'un dirigeable allemand ayant appareillé pour aller effectuer une reconnaissance vers Kiel et le canal qu'il devait survoler, aurait été détruit dans les parages d'Héligoland. (Havas.)

FARINE
La Boîte

N

LACTÉE
1^{re} 95

NESTLÉ

Se trouve
CHEZ
Pharmaciens
Herboristes
Épiciers.

Le MEILLEUR
ALIMENT
des
ENFANTS

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du Mardi 30 Novembre (485^e jour de la guerre)

QUINZE HEURES. — Rien à signaler depuis le communiqué d'hier soir.

VINGT-TROIS HEURES. — Journée de pluie et de brouillard ; dégel en Champagne.

En dehors de la canonnade habituelle on ne signale sur l'ensemble du front que des combats la grenade en Artois, dans la région de Loos, et en Alsace des tirs heureux de notre artillerie qui a bouleversé les tranchées ennemies au nord de Muhlbach, dans la vallée de la Fecht.

DERNIÈRE HEURE

MONASTIR EST ÉVACUÉ par la population serbe

SALONIQUE. — La population serbe de Monastir a été évacuée, quoiqu'on n'ait encore aucune nouvelle de l'occupation de la ville par les Bulgares. Or est également sans nouvelles du colonel Vassitch depuis hier midi. Il n'est pas improbable cependant que le colonel, avec le restant de ses troupes, se retire vers Korytza.

Le vice-consul d'Angleterre devait quitter Monastir aujourd'hui en automobile, pour se diriger vers Florina, en territoire grec.

L'ultime défense de Monastir

SALONIQUE. — Les télégrammes parvenus aujourd'hui de Monastir annoncent que le colonel Vassitch tient toujours les derniers ouvrages de défense de la ville, mais on craint qu'il ne succombe sous les efforts d'un ennemi supérieur.

Les Autrichiens reprennent Fetscha Metelka et Priepolie

Le consulat général du Monténégro nous fait parvenir le communiqué officiel suivant, en date du 30 novembre 1915 :

Le 28 novembre, l'ennemi a réussi à reprendre Fetscha, Metelka et Priepolie.

Au cours de ces combats, nous avons fait 54 prisonniers, dont 1 officier.

Les autres fronts sans changement.

Les membres du cabinet serbe, avec leur président, M. Pachitch, sont arrivés le 28 à Scutari, où siègera le gouvernement.

Les forces françaises s'étendent en pointe jusqu'à Krivolak

SALONIQUE. — En raison de l'évacuation par les Serbes du défilé de Katchanik, la jonction des forces françaises et serbes est devenue impossible et la marche des Français vers Velès inutile.

La décongestion de la région de Krivolak a commencé. Krivolak, qui était un centre d'action, deviendrait bientôt une pointe avancée ayant sa base à Demirkapou où les Français groupent de grandes forces.

Contrairement aux informations de source bulgare, les Français occupent toutes les positions conquises sur la rive gauche du Vardar jusqu'à Krivolak.

Aucun changement sur la Stroumitza et la Cerna.

SALONIQUE. — A l'exception d'un duel d'artillerie entre les Alliés et les Bulgares à Valandovo et Rabrovo, il n'y a rien de nouveau depuis hier à signaler sur le front Stroumitza. La situation sur la Cerna est sans changement.

Les effectifs des armées alliées à Salonique

GENÈVE. — D'après le journal *Patris*, d'Athènes, l'armée alliée des Balkans compte actuellement 125.000 hommes. Quatre mille débarquent journellement et 45.000 sont en route.

Les manèges austro-allemands en Albanie

GENÈVE. — On mande de Cettigné : Les austro-allemands ont essayé de gagner à leur cause le prince Bibdoda et Essad Pacha, qui ont décliné toutes leurs offres.

Une escadre anglaise bombarde la côte belge

AMSTERDAM. — Le *Telegraaf* annonce que dimanche dernier une escadre anglaise a paru dans la matinée au large de la côte flamande et bombardé, durant deux heures, les positions allemandes de Zeebrugge et d'Ostende.

Lord Kitchener a visité le front de Gallipoli

LONDRES. — Le correspondant particulier de l'agence Reuter aux Dardanelles annonce que lord Kitchener, pendant son séjour dans la Méditerranée, a visité le front de Gallipoli, où les troupes coloniales l'ont accueilli avec un enthousiasme frénétique.

EMPRUNT DE LA DÉFENSE NATIONALE

La Banque de France a décidé que les intérêts sur les avances consenties pour libérer directement les souscriptions à l'Emprunt ne courraient qu'à partir du dernier jour de la souscription, quelle que soit la date à laquelle l'avance aurait été faite.

LE GOUVERNEMENT GREC manifeste un paisible optimisme !

ATHÈNES. — La déclaration que M. Skouloudis a faite hier aux ministres de l'Entente constitue virtuellement la réponse grecque à la dernière démarche collective des ministres de l'Entente.

Cette réponse est basée sur la continuation de la neutralité bienveillante de la Grèce vis-à-vis de l'Entente aussi longtemps que les droits souverains de la Grèce ne seront pas violés et que des restrictions d'ordre militaire ne lui seront pas imposées. Il n'y a aucune indication que l'Entente ait l'intention de modifier ses premières demandes; malgré cela, le gouvernement et les milieux diplomatiques manifestent leur confiance d'arriver à un règlement satisfaisant.

M. Denys Cochin est enchanté de son voyage en Grèce et en Italie.

ROME. — Les journaux saluent avec la plus grande sympathie M. Denys Cochin, dont le *Giornale d'Italia* publie le portrait.

Le *Giornale d'Italia* et la *Tribuna* publient les interviews que leurs rédacteurs ont eues avec lui.

Dans l'interview relatée par le *Giornale d'Italia*, M. Denys Cochin a déclaré avoir rapporté de Grèce des impressions très optimistes. En allant en Grèce, il a reçu à Brindisi un cordial accueil de la part des amiraux Cubinelli et Belloni, avec lesquels il a déjeuné à bord d'un cuirassé; il s'est embarqué ensuite sur le torpilleur italien *Nievo*, commandé par le prince d'Udine, dont il a fait un grand éloge.

M. Denys Cochin a conclu ainsi :

« Nous vaincrons, parce que nous nous battons pour la justice et parce que notre guerre est la plus belle et la plus noble de toutes. »

Dans l'interview de la *Tribuna*, M. Denys Cochin a déclaré que, avant de se rendre à Brindisi, au début de son voyage, il s'était arrêté à Tarente, qu'il avait visitée; il avait reçu un accueil cordial de la part des amiraux et avait embrassé son fils Jean, officier de marine, commandant le *Papin*, actuellement sous les ordres du duc des Abruzzes, et qui a reçu la décoration des Saints-Maurice et Lazare pour avoir coulé dans l'Adriatique un torpilleur autrichien; au cours de son voyage vers la Grèce, à bord du *Nievo*, le prince d'Udine a fait à M. Denys Cochin le plus aimable accueil, et M. Denys Cochin lui a manifesté toute sa gratitude pour son voyage à l'aller et au retour.

M. Denys Cochin a déclaré qu'il n'avait trouvé en Grèce aucune prévention contre l'Italie dans les classes intellectuelles, lesquelles croient à la possibilité d'une collaboration cordiale pour la grandeur et l'avenir des deux peuples.

Le roi Constantin a donné à M. Denys Cochin sa parole d'honneur de roi et de gentilhomme que la Grèce n'aurait jamais rien tenté contre la cause des Alliés, M. Denys Cochin part ce soir pour Paris.

L'EXPLOIT MERVEILLEUX de deux officiers anglais et français

LONDRES. — L'Amirauté donne le complément suivant au communiqué du maréchal French :

Le sous-lieutenant de la marine britannique Viney, accompagné du lieutenant français de Sincay, patrouillant en aéroplane sur le littoral belge, a jeté des bombes sur le sous-marin allemand, lequel a vu sa carapace brisée et a coulé au bout de quelques minutes.

Le lieutenant de la marine britannique Ferrand, en hydravion avec mécanicien, a abattu un hydravion allemand du type Albatros, au large d'Ostende. L'Albatros a piqué du nez dans la mer et a coulé.

Conseil de guerre à Londres

LONDRES. — Hier a été tenu, à Londres, un conseil de guerre auquel assistaient le maréchal French et sir Edward Grey.

Prochain conseil de cabinet anglais

LONDRES. — Le conseil de cabinet, qui devait avoir lieu aujourd'hui à midi, a été retardé jusqu'à jeudi afin que lord Kitchener ait l'opportunité de se rencontrer avec tous ses collègues.

Un vap ur anglais coulé

LONDRES. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais *Dotterel* a été coulé.

TUKKUM SERA DÉFENDU par les Allemands avec la dernière opiniâtreté

PÉTROGRAD. — Le commandant allemand de Tukkum a prévenu la population qu'elle devait s'attendre au bombardement de la ville par les Russes.

Les prisonniers allemands rapportent que le général von Below a reçu l'ordre de défendre Tukkum à outrance, car sa chute ouvrirait aux Russes les routes de Libau et de Vindau.

Dans les cercles militaires autorisés, on déclare que l'accalmie qui règne en ce moment dans la région de Dvinsk n'est qu'apparente, car des combats locaux se déroulent sans discontinuer sur ce front; les Russes y conservent partout l'initiative et l'avantage, refoulant lentement mais sûrement les Allemands loin de la ville.

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT à la réouverture du Reichstag

GENÈVE. — La séance s'est ouverte hier à quatre heures. Le président, M. Kaempf, a prononcé le discours suivant :

« Tandis que, sur le front occidental, la tentative de l'ennemi de rompre notre front a échoué devant le mépris de la mort de nos troupes et de leurs chefs, tandis que dans l'Est l'armée germano-austro-hongroise maintient avec une main de fer ce qu'elle a obtenu dans des combats acharnés conçus dans une pensée hardie et héroïquement accomplis, tandis que sur l'Isonzo les Italiens veulent obtenir par la force des armes au moins une partie de ce qu'ils pouvaient obtenir avant la guerre sans coup férir, dans les Balkans se sont accomplis des événements et des faits d'armes qui, menés à bonne fin diplomatiquement et militairement, de manière brillante et avec une sûreté qu'on ne pouvait surpasser, nous ont permis, de concert avec nos alliés et avec l'armée bulgare de venger le meurtre de Sarajevo et de mettre pour toujours, je l'espère, un terme aux menées serbes qui se sont montrées si préjudiciables pour l'Europe. (Applaudissements.)

« L'orgueilleuse Angleterre tremble pour le rôle de sa puissance mondiale; tous nos ennemis en sont arrivés à croire que nous sommes invincibles sur les champs de bataille. (Applaudissements.)

« Ils se cramponnent d'autant plus fortement à l'espoir de nous abattre économiquement et de nous vaincre par la faim; autant ils se trompent sur notre force financière (les étonnants succès de nos emprunts de guerre le prouvent), autant ils se trompent dans l'estimation de nos forces économiques. (Applaudissements.)

« Si pour certaines denrées il règne une disette partielle — et ici je ne veux pas nier les difficultés qui sont survenues pour une grande partie de la population la moins favorisée — ces difficultés seront surmontées par l'organisation de marchés de denrées alimentaires qui permettront aussi aux moins fortunés de recevoir des produits alimentaires à des prix accessibles. » (Très juste.)

L'assemblée aborde la première lecture du projet concernant les mesures préparatoires de l'impôt sur les bénéfices de la guerre.

M. Helfferich, secrétaire d'Etat aux Finances, déclare entre autres que l'idée de la nécessité d'un tel impôt constitue non une peine mais un devoir et impôt constitue non une peine mais un devoir d'honneur pour ceux qui seront frappés.

« Il devra, dit le secrétaire d'Etat, produire un rendement élevé, ce qui est réalisable. »

Retenez votre numéro d'EXCELSIOR tous les samedis



POUR DÉFILER DEVANT LE GRAND CHEF!



Au cours du plus récent voyage du généralissime en Alsace, dans une petite ville, une compagnie de poilus qui retournait au front passa devant la maison où était descendu le grand chef (1), accompagné des généraux Dubail (2) et Villaret (3). Pour défilé, chacun se redressa, fier de repartir vers les combats sous l'œil du général Joffre.

Au cours du plus récent voyage du généralissime en Alsace, dans une petite ville, une compagnie de poilus qui retournait au front passa devant la maison où était descendu le grand chef (1), accompagné des généraux Dubail (2) et Villaret (3). Pour défilér, chacun se redressa, fier de repartir vers les combats sous l'œil du général Joffre.

APRÈS LA PRISE A L'ABORDAGE



Nous avons signalé, à son temps, l'acte magnifique de l'avis français *Nord-Caper*, qui, n'ayant à bord que dix hommes armés, n'hésita pas, sous la conduite de son commandant, le lieutenant de vaisseau Ed. Lacombe, à attaquer et à prendre à l'abordage une goélette turque, montée par quarante-trois hommes armés, et qui transportait cette troupe en Tripolitaine. Tous ces ennemis furent faits prisonniers et conduits à Marseille. En voici un certain nombre, sous la garde de marins français.

(Cliché Section photographique de l'armée)

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

Suite de la page 3.

Et, après les avoir passées en revue, le rapporteur a rassuré la Chambre en ces termes :

Comptez sur la sollicitude des chefs. Il n'est pas, à l'heure actuelle, de famille plus unie que l'armée française.

Et comme il ajoutait : « Les chefs de corps regardent les soldats comme leurs enfants », M. Alexandre Blanc, socialiste unifié, l'a, aux applaudissements de l'extrême gauche, apostrophé de la sorte :

— Même les instituteurs que vous calomniez avant la guerre ?

A ces mots, M. Deschanel, intervenant du haut du fauteuil présidentiel, s'est écrié :

— Ce n'est pas le moment de laisser approcher de nos âmes le souvenir de nos anciennes querelles.

Mais M. Driant, se tournant vers l'interrupteur, de riposter aussitôt :

La Chambre me permettra de répondre quelques mots à notre collègue pour lui permettre de me rendre justice. J'ai écrit, il y a trois ans, un roman dans lequel un instituteur était fort malmené, à la suite du Congrès de Chambéry et des déclarations qui y avaient été faites. Quand j'ai vu les instituteurs se battre héroïquement mourir dans les tranchées, j'ai dit à un éditeur de me renvoyer le volume. J'ai supprimé le personnage odieux que j'avais créé sous l'impression que j'ai rappelée. Ce roman a paru, il y a deux mois. J'ai fait une préface dans laquelle je rends hommage aux instituteurs qui ont fait bravement leur devoir, comme d'ailleurs les prêtres. (Applaudissements au centre et à droite.) Tout le monde a fait son devoir. Ne créons pas de catégories.

Et il a conclu :

C'est un réconfort pour tous de constater que la France aborde ce deuxième hiver avec la même confiance qu'elle a montrée quand elle a affronté le premier hiver de la lutte. Une nation qui se comporte ainsi, monsieur le ministre, a bien le droit à des indulgences particulières pour la classe de 1917. En voici une que je vous demande : c'est de reporter l'appel de la classe 17 au 5 janvier prochain. (Très bien, très bien.) Les réunions de Noël et du 1^{er} janvier pourront ainsi être fêtées dans l'intimité de la famille. (Très bien, très bien.) Plusieurs de ceux qui vont partir ne reviendront pas ; ils sont la rançon de la gloire. Accordez-leur et accordez à leurs familles ces quelques jours de répit et de réconfort.

Avec quelle joie les tout petits vous remercieront de mettre ces quinze jours dans les souliers de leurs grands frères. (Applaudissements.) Accordez ces quinze jours, monsieur le ministre, et je vous promets que les vétérans redoubleront de vigilance pendant ce court délai et que les jeunes se montreront dignes de leurs aînés. (Applaudissements.)

Le général Gallieni consent à ce que l'incorporation de la classe 1917 soit retardée jusqu'au 5 janvier prochain.

A cet émouvant appel, le général Gallieni a répondu en consentant à reporter du 15 décembre au 5 janvier prochain l'incorporation de la classe 1917, « incorporation, a-t-il déclaré, que je demande à la Chambre en parfait accord avec le général en chef et par simple mesure de prudence ».

Bien que les Alliés soient en meilleure situation au point de vue des effectifs que les ennemis, je viens, en plein accord avec le général en chef, vous demander cette classe. Je suis obligé de le faire sous peine d'engager ma responsabilité.

Me reportant aux discours que j'ai entendus moi-même la première fois que j'ai eu l'honneur d'être admis dans votre assemblée, je constate que nous sommes tous d'accord pour poursuivre la lutte jusqu'au bout en utilisant toutes nos ressources. (Applaudissements.) La classe 1917 est une de ces ressources. Son heure est venue d'entrer dans cette formidable machine forgée pour la défense nationale. (Très bien, très bien.) A ce point de vue, nous sommes tous d'accord. Cela ne veut pas dire qu'elle sera utilisée tout de suite, mais elle sera ainsi toute préparée et instruite, et elle sera prête à faire face à tous les événements. (Applaudissements.)

Citant ici une phrase de M. Renaudel : « Nous ne devons pas céder ou mésestimer notre ennemi », le général Gallieni en a tiré cette conclusion : « Opposons-lui donc toutes nos forces. Et, tout en estimant que la classe 1917 devait être incorporée « le plus tôt possible », de façon à être instruite pour le printemps, il a, par déférence envers le Parlement, et pour permettre au Sénat d'examiner à loisir la loi qui allait lui être transmise, accepté pour cette incorporation la date du 5 janvier, suggérée par M. Driant.

Sur la délicate question des embusqués, il a déclaré qu'il considérait comme n'étant pas à son poste « tout homme qui, par son âge et ses aptitudes physiques, devait être au front ». Et, se disant disposé à poursuivre énergiquement l'application de la loi Dalbiez, sans troubler pour cela la vie économique du pays, il a fait cette déclaration applaudie :

— Je ne connais plus ni parents, ni amis, ni personne ; je ne connais que mon devoir ; je ne connais que la défense nationale.

En terminant, il a déclaré que la classe 1917 serait traitée avec les plus grands ménagements,

et que la question agricole intéressant au premier chef la défense nationale, il ferait le nécessaire pour satisfaire tous les besoins de l'agriculture, annonçant d'ailleurs que, d'accord avec M. Méline, il préparait une véritable mobilisation agricole pour le printemps prochain.

Et c'est enfin au nom des jeunes gens eux-mêmes de la classe 1917, brûlant tous du désir de contribuer à la défense du pays, qu'il a demandé à la Chambre de voter le projet qui lui était soumis.

Bien que la question fût dès lors entendue, M. Doizy, président de la commission d'hygiène, a tenu à exposer les raisons pour lesquelles la classe 1917 ne devait pas, à son avis, être appelée avant le mois de mars ; et, pendant une heure et demie, il a développé ce thème devant des banquettes vides.

La clôture, enfin prononcée, l'article unique du projet de loi, mis aux voix, a été adopté à mains levées. Il est ainsi conçu :

Le ministre de la Guerre est autorisé à appeler sous les drapeaux la classe 1917.

Un amendement de M. Vaillant, tendant à diviser la classe en trois séries d'après l'âge, la robustesse et la santé, et à appeler successivement chacune de ces trois séries, a été repoussé après un court débat. Par contre, M. Lagrosillière, député de la Martinique, a fait adopter un amendement rendant la loi applicable aux colonies. — ANDRÉ DORNIAC.

Le nouveau cabinet portugais

LISBONNE. — Le ministère est constitué comme suit :

Présidence et ministère des Finances : M. Afonso Costa ;
Intérieur : M. Almeida Ribeiro ;
Justice : M. Catanho Menezes ;
Colonies : M. Rodrigues Gaspar ;
Guerre : M. Norton de Matos ;
Marine : M. Victor Coutinho ;
Travaux : M. Antonio Silva ;
Affaires étrangères : M. Augusto Soares ;
Instruction publique : M. Ferreira Simas.

Une bienfaisante invention médicale

Rendre à une main, à un bras, à une jambe, à un pied paralysés la possibilité d'exécuter la plupart des mouvements normaux, et cela au moyen d'un appareil simple et facilement adaptable : tel est le résultat admirable auquel est parvenu le docteur Pierre Robin, dont l'invention constitue le principe d'une méthode neuve de prothèse fonctionnelle.

Cette méthode a fait, de sa part, le sujet d'une récente communication très remarquée à l'Académie de Médecine, communication appuyée par la présentation d'une douzaine de blessés, impotents sans leurs appareils et, une fois munis de ceux-ci, capables de mouvement et d'action.

Ce sont d'abord des mains atteintes de paralysie radiale. Quelle tristesse cause la vue de ces mains pendantes, lamentables au bout du bras, incapables du moindre geste ! Mais voici que ces mains sont armées des appareils du docteur Pierre Robin, et aussitôt l'invraisemblable devient la réalité, puisque l'un des blessés, le fils d'un de nos médecins les plus distingués de Villejuif, prend une plume et écrit convenablement avec sa main droite.

Mais le docteur Pierre Robin veut aussi que nous voyions marcher deux blessés atteints de paralysie du pied. Le premier, qui steppa, marche normalement et sans fatigue dès qu'il est muni de son appareil. Quant au second, un jeune adjudant, décoré de la croix de guerre avec palme et de la médaille militaire, amputé de la jambe gauche et paralysé de la droite, une fois muni de l'appareil du docteur Robin, il marche lestement, fait demi-tour avec une sûreté absolue et, chose incroyable, saute à cloche-pied sur sa jambe unique, alors qu'il avoue ne pouvoir faire un seul pas sans l'appareil. Il espère même, quand il aura son autre jambe de bois, marcher sans béquilles.

Les photographies que nous publions d'autre part donnent une représentation saisissante de ces restitutions du mouvement aux membres paralysés, dues à l'ingéniosité d'un savant, grâce à qui bien des blessés impotents peuvent espérer le retour à une activité presque normale.

Le trafic avec l'ennemi

Sur commission rogatoire de M. Drioux, juge d'instruction, M. Daru, commissaire aux délégations spéciales et judiciaires, a perquisitionné hier au domicile de quatre sujets belges inculpés de commerce avec l'ennemi. Ce sont les nommés Edmond de Virien, cinquante-deux ans, 81, rue La Bodie ; Jules Samuel, quarante-neuf ans, même adresse ; Armand Samuel, quarante-deux ans, même adresse ; Omer Boulanger, quarante-trois ans, 8, rue du Helder.

Ils négociaient des valeurs françaises pour le compte de banques allemandes et faisaient le change des billets belges.

Des arbres de Noël pour les prisonniers français et allemands

A la suite de négociations conclues par le ministère des Affaires étrangères, il a été décidé, à charge de réciprocité, que les arbres de Noël seraient autorisés dans les camps de prisonniers français en Allemagne et allemands en France.

Pour les envois faits à cette occasion aux prisonniers, la plus large liberté sera laissée aux familles. Seules les boissons alcooliques sont interdites.

POUR L'EMPRUNT DE LA DEFENSE NATIONALE

La conversion du 3 0/0 en Fonds National 5 0/0

On n'a peut-être pas suffisamment apprécié les avantages assurés aux porteurs de rentes 3 0/0 qui désirent souscrire au nouveau fonds national 5 0/0. On s'est demandé, notamment, pourquoi la bonification de 75 centimes, consentie aux souscripteurs qui se libèrent immédiatement en numéraire, n'était pas accordée aux porteurs de 3 0/0 qui sont autorisés à convertir, avec soulte, leurs anciens titres en titres nouveaux 5 0/0. Mais il faut remarquer, d'une part, qu'un titre de 3 francs de rente est repris à 66 francs ; de l'autre, que le coupon de 75 centimes, venant à échéance du 1^{er} janvier 1916, est détaché de suite. C'est donc en réalité à 66.75 et avec une prime dont il est facile de calculer l'importance, que l'Etat a décidé de racheter, sans qu'il y fût obligé, les rentes 3 0/0 perpétuelles.

Le ministre des Finances a clairement expliqué à la Chambre et au Sénat le double dessein qu'il poursuivait en usant ainsi de bienveillance envers les anciens créanciers du Trésor. « Il est de l'intérêt public, a-t-il dit, et de l'intérêt du crédit de l'Etat lui-même, de protéger contre une baisse excessive des rentes qui se trouvent encore dans un grand nombre de familles. J'espère que les porteurs de 3 0/0 reconnaîtront l'effort que nous allons faire en leur faveur, en apportant eux-mêmes de nouveaux fonds à la souscription. »

Cet appel sera certainement entendu. Les porteurs de 3 0/0 ont un intérêt considérable à échanger leurs titres anciens pour des titres nouveaux 5 0/0.

En faisant cette conversion, qui leur a été consentie dans leur propre intérêt, ils accompliront à la fois un acte de prévoyance et un acte de patriotisme. Ils rempliront leur devoir civique et ils accroîtront leurs revenus.

NOUVELLES BRÈVES

Conseil des ministres. — Les ministres se sont réunis hier matin en conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. M. Aristide Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a entretenu le Conseil de la situation diplomatique. Le général Gallieni, ministre de la Guerre, et l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, ont mis leurs collègues au courant de la situation militaire et navale.

Aux Halles centrales. — Par suite du verglas et du mauvais temps d'avant-hier, le carreau forain a été très mal approvisionné hier en fruits et légumes, et il s'en est suivi une hausse assez sensible sur les carottes, les navets, les poireaux et les choux.

La volaille. Le prix du gibier diminue ; les faisans se sont vendus de 3 fr. 50 à 6 francs. Diminution sur le poulet et le lapin, résultant des arrivages de gibier.

Cours stationnaires sur les autres marchés. Les arrivages de beurre sont toujours très inférieurs à la moyenne.

Sous le Métro. — Hier, à midi, à la station métropolitaine Simphon, le nommé Ulrich Eljakam, quarante et un ans, sujet autrichien, naturalisé Français, a tenté de se suicider en se jetant sous une rame qui entrainait en gare. A Lariboisière.

Mystérieuse agression. — A la porte Champerret, à Paris, un journalier, René Samson, vingt ans, 75, rue des Martyrs, a été frappé de plusieurs coups de couteau par deux inconnus qui ont pris la fuite. Admis à Beaujon.

La portion anglaise de l'emprunt français. — LONDRES. — Le Financial Times dit que la nouvelle annoncée dans les cercles de la Cité que la portion anglaise de l'emprunt français allait être émise a suscité un grand intérêt. Le montant n'en est pas encore fixé, mais les conditions avantageuses de l'émission ne permettent pas de douter du succès de l'opération.

DANS LA MARINE

Commandement à la mer. — Le capitaine de vaisseau Thomas de Closmadeuc est nommé au commandement du croiseur-cuirassé *Marseillaise*.

APRÈS et ENTRE les REPAS

PASTILLES VICHY-ÉTAT

HYGIÈNE de la Bouche et de l'Estomac

La Pochette 0,50 toutes Pharmacies

EXIGER MARQUE VICHY-ÉTAT

ÉCOLE PIGIER CHOIX D'UNE SITUATION
Envoi gratuit
Rue Poissonnière, 19

La Vie Feminine

ECLAIREUSES D'AUTREFOIS ET D'AUJOURD'HUI PROFESSIONS FÉMININES

L'opinion de M^{me} Jules Siegfried

Une œuvre utile

Il y a quelques jours, Mme Jules Siegfried présidait l'assemblée générale des « Eclaireuses ». Ce mot lumineux, alerte et un peu frondeur n'est pas nouveau. C'est Maurice Donnay qui l'a créé et qui a baptisé de ce joli nom les héroïnes de son exquise comédie.

Les « Eclaireuses » étaient, pour le spirituel académicien, les jeunes filles qui, passant leur baccalauréat, devenaient avocates ou doctresses, c'est-à-dire pacifistes et idéalistes.

Toutes jeunes, on les avait élevées avec le mépris du barbare qui, en 1870, avait fait pleurer leurs grand-mères... Mais quand, émues ou terrorisées, elles levaient des yeux pleins de larmes, leurs mères les consolait bien vite en leur assurant que l'ennemi ne reviendrait jamais... non plus que le vilain loup des contes de Perrault.

Plus tard, les « Eclaireuses » connurent la Conférence de La Haye, en laquelle on leur disait de placer toute leur confiance, parce qu'elle avait pour mission de maintenir l'harmonie et de concilier les intérêts de toutes les nations. En outre, des congrès internationaux et des comités socialistes semblaient devoir assurer la paix universelle.

Un jour, ces espoirs furent réduits à néant : la guerre, cette entité de l'histoire, devint une affreuse réalité.

Pas plus que les autres femmes, les « Eclaireuses » de M. Donnay n'étaient préparées au combat gigantesque qui allait se livrer.

Heureusement, au fond de nos cœurs, subsistait intact l'amour de la patrie. Notre éducation un peu molle ne l'avait ni détruit, ni altéré ; et le jour où retentit l'appel impérieux, toutes les femmes puisèrent, dans cet amour, leur courage et leur dignité.

Je n'ai pas à rappeler le dévouement de nos infirmières, l'héroïsme des mères, des épouses ou des sœurs.

Ce que l'on oublie trop souvent, c'est le douloureux étonnement qui nous a frappées : nous rêvions de fraternité, nous avons trouvé la discorde la plus sanglante et la plus inhumaine qui se pouvait imaginer.

Nos maîtres ont été de bonne foi, et nous ne saurions leur faire grief de l'ignorance dans laquelle ils nous ont laissées. Mais que l'expérience ne se renouvelle pas !

Aujourd'hui, les bachelières ne sont plus des « Eclaireuses » ; elles constituent presque le « gros de l'armée », et si c'est là un progrès dont nous avons lieu d'être fières, il n'est plus suffisant.

Qu'elles sachent, nos fillettes, que la folie d'un souverain suffit à déclencher les pires fléaux et qu'elles doivent se prémunir, avant tout, contre cette folie possible.

Tel est bien l'avis de Mme Jules Siegfried :

« Nous avons passionnément prêché le pacifisme, me déclare la distinguée présidente du conseil national. Nos espoirs ont été cruellement déçus, et, chose plus grave, nous n'étions pas prêtes pour la tâche énorme qui nous incombait. »

« Notre courage et notre bonne volonté ont seuls suppléé à notre inexpérience, et la femme peut s'enorgueillir de la place qu'elle occupe en France, aujourd'hui. »

« Toutefois, cette fierté ne doit pas être le sentiment dominant. Nous vivons une époque d'évolution rapide ; mettons à profit les événements pour nous instruire, pour obtenir notre complet développement intellectuel et physique et pour conquérir, en quelques années d'efforts et d'études, les avantages que des siècles d'éducation défectueuse nous ont refusés. Cependant, ne nous y trompons pas : le féminisme le meilleur sera le plus féminin, et notre force doit être gracieuse et charmante. C'est pourquoi je me réjouis beaucoup de l'éducation nouvelle donnée aux jeunes filles. La culture physique consolidera leur santé, développera leur souplesse et leur grâce — nos jeunes éclaireuses ont des mouvements qu'Isadora Duncan elle-même revendiquerait — et cela ne les empêchera pas, bien au contraire, d'être de bonnes mères de famille, des épouses charmantes et des femmes intelligentes. »

« Travaillons donc sans relâche : que les éclaireuses soient les Françaises de la France future ; qu'elles profitent, pour le plus grand bien de tous, de notre expérience, de nos larmes et de nos efforts. »

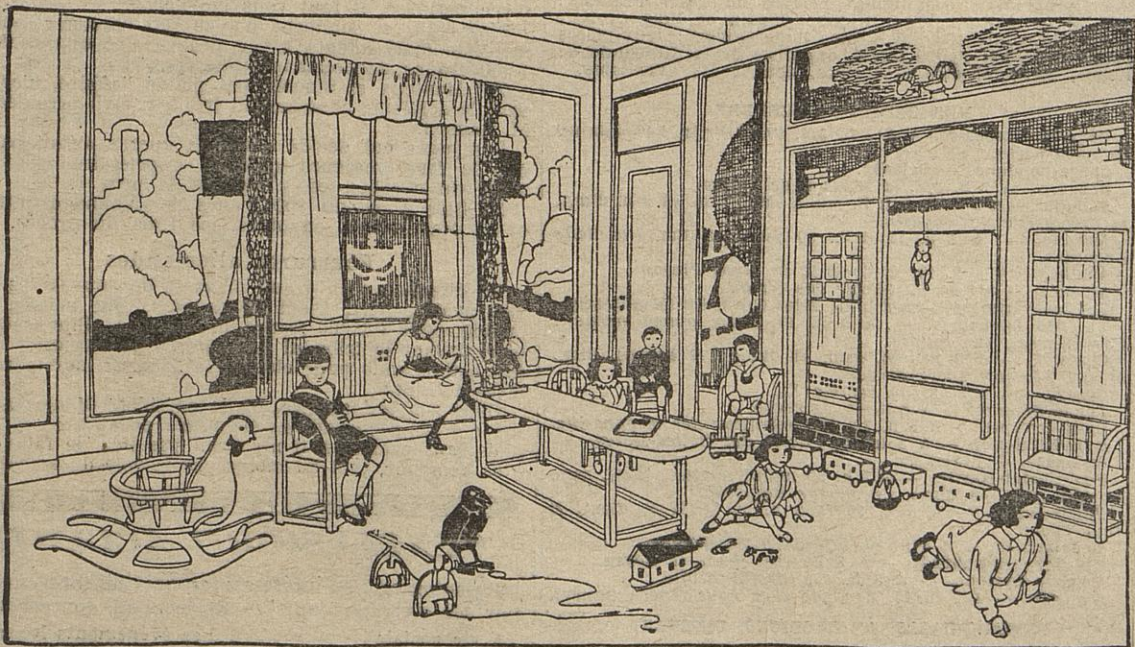
Marie Galtier.

Encore une victime des Allemands

On a dignement célébré, dimanche, au Trocadéro, la martyre de l'Angleterre : miss Cavell.

Dans des discours vibrants, Mme Séverine et MM. Buisson et Painlevé ont tour à tour exprimé l'émotion de la France, de toute l'Europe civilisée devant la mort de cette jeune fille héroïque. Mais notre douleur et notre indignation restent incompréhensibles aux Allemands. Hier encore, ils arrêtaient une jeune fille de la société belge, Mlle Renkin, qui se dévouait à soulager la misère de ses compatriotes. Une victime ne leur suffit-elle pas ? Ou bien cherchent-ils à grandir encore l'héroïsme de nos femmes ?

POUR LES ENFANTS



La chambre de jeux des enfants dans un grand hôtel américain.

Mme Le Verrier, qui s'occupe actuellement, en Amérique, de notre Exposition du Jouet français, nous envoie l'amusante photographie reproduite ci-dessus.

C'est celle d'une « chambre de jeux pour enfants », qui existe à l'hôtel où habite à New-York Mme Le Verrier.

Les parents n'ont pas besoin de s'y occuper de leurs

enfants. Ils les envoient s'amuser dans cette pièce spéciale, où tout est fait pour eux, et, là, une institutrice avec brevet d'infirmière les surveille. Cette institutrice fait partie du personnel de l'hôtel.

Verrons-nous un jour la « chambre de jeux » dans les hôtels de France, lorsque l'industrie hôtelière, en voie de transformation, aura donné tout son effort ?

Que faire ? Quel métier choisir ?

Cette question, de tout temps importante, devient un problème angoissant pour celles qui, dénuées de toute spécialisation professionnelle, se voient aujourd'hui dans l'obligation brusque de subvenir à leurs besoins de façon rapide et sûre.

La guerre, brutale éducatrice, réhabilite le métier d'infirmière. Non seulement tout le monde aura compris que soigner ne peut pas être une tâche vile, à quelque titre qu'on l'exerce, mais encore beaucoup de femmes auront appris au chevet des blessés quelle joie pure on éprouve à soulager la souffrance, et quel ferme appui offre un devoir tout tracé.

Ce devoir, elles le retrouveraient dans un autre métier, considéré bien à tort comme une domesticité ; c'est celui de bonne d'enfant.

Mais oui, bonne d'enfant. Le mot seul fait sourire, par on ne sait quelle évocation de gravures comiques, de plaisanteries traditionnelles. En tout Français, il y a un « gamin de Paris » en éveil ; c'est délicieux et inoffensif, mais à condition que les décrets de sa verve spirituelle se soumettent à la réalité et ne condamnent pas les choses au nom des mots.

Eh bien, il est certain que pour la plupart des femmes qui pourraient trouver là le métier souhaité, être bonne d'enfant représente simplement une suite d'obligations humiliantes, un peu ridicules.

Pourtant, quelle tâche attachante et utile dans son apparente obscurité pour celles qui aiment les enfants !

La bonne d'enfant n'est pas moins que l'institutrice ; elle prépare, elle, « un corps sain pour une âme saine ». Les soins physiques donnés aux tout petits sont au moins aussi importants que la culture intellectuelle des plus grands. De plus, les premières notions morales sont l'œuvre de la bonne aussi bien que de la mère.

A l'heure où notre race a besoin de forces neuves, d'éléments sains et puissants, cette première éducation prend même une importance nouvelle. Il faut à celle qui l'assume des connaissances précises. Il lui faut, de plus, un entier dévouement : ce n'est pas seulement un travail qu'elle accepte ; elle assume une tâche pleine d'utilité, de responsabilités et de devoirs.

Cette tâche, depuis huit ans déjà une école spéciale y prépare, et il est bon de la signaler aux femmes en quête d'un métier : c'est l'école de bonnes d'enfants diplômées, fondée par Mme Léon Lévy.

Toute jeune fille, veuve ou divorcée, âgée de vingt ans au moins, de quarante ans au plus, trouve là, après trois mois d'études, un placement assuré et répété : c'est-à-dire que toute ancienne élève est replacée à l'infini, à condition, bien entendu, de n'être coupable d'aucune faute grave.

L'internat est obligatoire. Il suffit pour être admise d'être dans les conditions voulues d'âge et de situation, de n'avoir aucune tare physiologique et de justifier d'un passé honnête.

L'école est reliée à une crèche, si bien que les élèves expérimentent ce qu'elles apprennent sous la direction éclairée d'une directrice.

Un médecin est chargé de la partie scientifique. Enfin, les élèves reçoivent aussi un enseignement moral : en formules simples et claires, on cherche à leur donner « un peu de science et beaucoup de conscience ».

Des études ainsi comprises forment, on le voit, autre chose que des domestiques. Ceux qui souhaitent aider une femme pauvre et digne la tireraient à jamais de la misère en payant pour elle les frais de ces trois mois d'internat. Quant aux femmes sans ressources et sans protection aucune, elles sont admises gratuitement.

On ne saurait louer et faire connaître assez de telles œuvres. Elles ont par leurs effets une grande portée sociale ; elles donnent aux femmes secourues, non seulement la force d'un métier honnête et sûr, mais encore, par une protection suivie, la douceur de ne plus se sentir tout à fait des « femmes seules ».

Hélène Sonial.

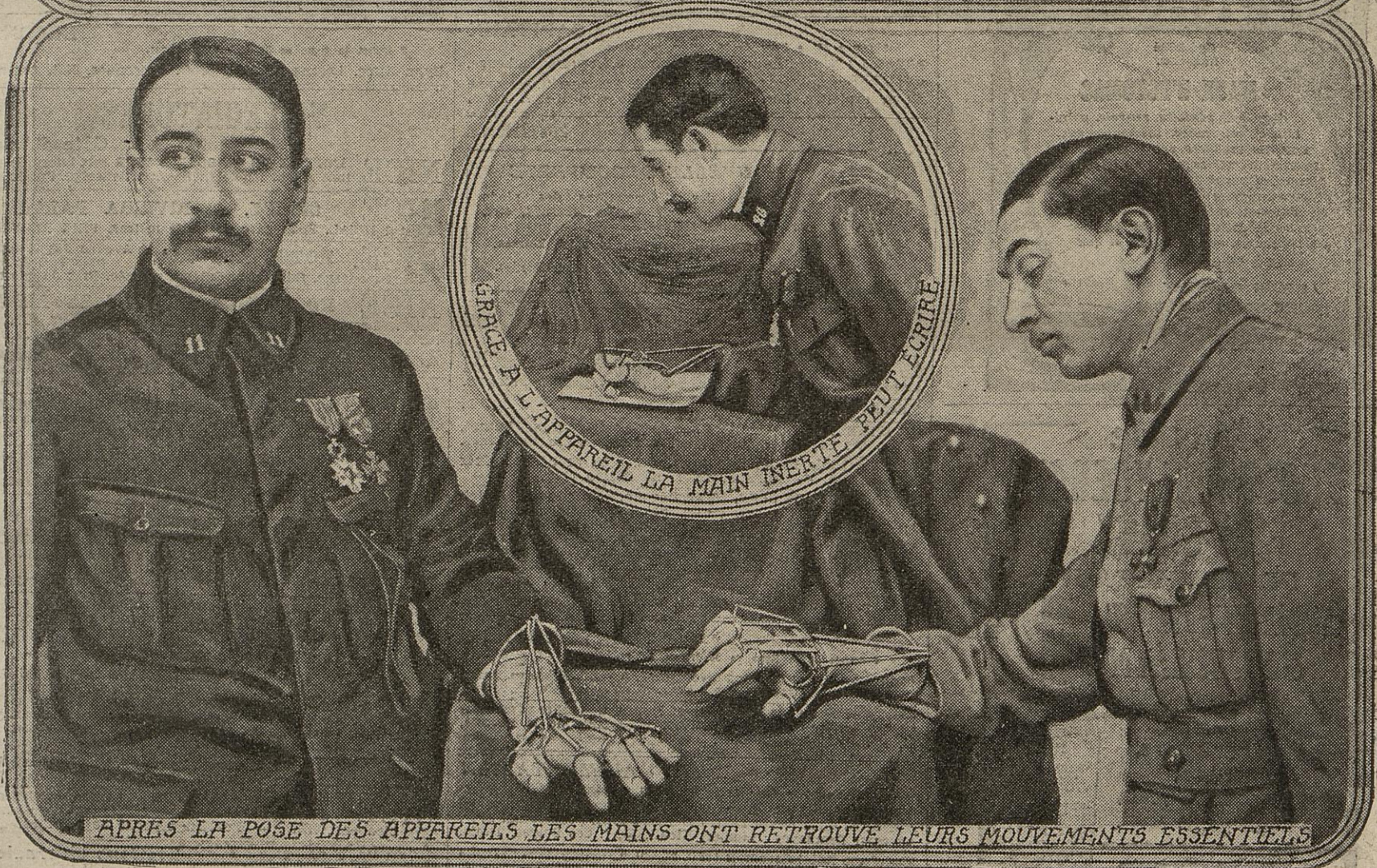
ARTHRITIQUES

tous les 2 ou 3 jours
un Grain de Vals
au repas du soir régularise les fonctions digestives.

LE MOUVEMENT RENDU AUX MEMBRES PARALYSÉS



AVANT LA POSE DES APPAREILS



APRES LA POSE DES APPAREILS LES MAINS ONT RETROUVE LEURS MOUVEMENTS ESSENTIELS

Grâce à la nouvelle méthode de prothèse fonctionnelle du docteur Pierre-Robin, grâce à ses appareils d'une ingénieuse simplicité, les blessés dont les membres sont atteints de paralysie peuvent de nouveau se mouvoir et agir. Sans l'appareil, la main, le bras, la jambe pendent inertes, sans vie. Muni de son appareil, instantanément adapté, le blessé peut se mouvoir, écrire, marcher...